

**Point de presse de la porte-parole -
Yémen/Réception d'étudiants
boursiers yéménites au Quai
d'Orsay - Israël - Maroc - Syrie -
Liban - Argentine**
(Paris, 14 novembre 2017)

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait la déclaration et répondu aux questions suivantes :

1 - Yémen - Réception d'étudiants boursiers yéménites au Quai d'Orsay (Paris, 14 novembre 2017)

En partenariat avec Campus France, le ministère de l'Europe et des affaires étrangères recevra le 14 novembre 58 étudiants yéménites qui bénéficient d'une bourse de la fondation Hadramout pour le développement humain pour étudier en France.

La fondation Hadramout pour le développement humain est une fondation philanthropique visant à favoriser le développement du Yémen, notamment par la formation des jeunes. Depuis sa création en 2006, elle a financé 4.000 bourses d'études à travers le monde. Elle a choisi pour la première fois en 2017 d'étendre son programme de financement de bourses à la France et a conclu à cette fin un accord avec Campus France, opérateur du ministère de l'Europe et des affaires étrangères pour la promotion des études en France auprès des étudiants étrangers.

Cette convention prévoit une formation linguistique d'une année en France devant permettre l'intégration dans un cursus universitaire au niveau licence. 58 étudiants yéménites de cette première promotion du programme seront reçus à ce titre ce soir. Une deuxième promotion de 50 étudiants est attendue dès septembre prochain pour intégrer des masters en France.

Engagée en faveur des jeunes Yéménites, la France réitère par ailleurs son appel à un cessez-le-feu immédiat, à la réouverture sans délai des accès humanitaires et à la reprise sans condition des négociations en vue d'une solution politique.

Programme (l'ensemble de la séquence est ouverte à la presse) :

18h : Interventions des acteurs du programme

- M. André Parant, secrétaire général adjoint du ministère de l'Europe et des affaires étrangères ;

- Dr Saleh Aram, directeur général de la fondation Hadramout pour le développement humain;
- Mme Béatrice Khaiat, directrice générale de Campus France.

18h45 : Signature de la convention entre la fondation Hadramout pour le développement humain et Campus France

Présentation de la fondation Hadramout, puis projection du film sur le séjour en France des boursiers.

Interventions de MM. Awad Bin Shalman et M. Ahmed Alamri, Mmes Asma Bin Shamlan et Noor Altaweel, étudiants yéménites en France depuis la rentrée

Danse folklorique de l'Hadramout réalisés par les étudiants présents en France

19h : Réception et échange avec les participants.

2 - Israël

Q - Les autorités israéliennes viennent d'annoncer qu'elles n'autoriseraient pas l'accès à leur territoire à plusieurs députés et sénateurs français ainsi qu'à des députés européens. Ces derniers avaient annoncé auparavant qu'ils souhaitaient rencontrer Marwan Barghouti et l'avocat franco-palestinien Salah Hamouri, tous deux emprisonnés. Quelle est la réaction de la France ?

R - Nous avons pris note de cette information.

De manière générale, nous souhaitons que les parlementaires français aient accès à l'ensemble des interlocuteurs qu'ils veulent rencontrer pour remplir leur mission d'information.

Nous y sommes attentifs s'agissant d'Israël comme de tous les pays où les élus français se rendent.

3 - Maroc

Q - Quelles perspectives la visite qu'effectue, à partir de mercredi, M. Edouard Philippe au Maroc ouvre-t-elle devant les relations entre les deux pays ?

R - Le Premier ministre Edouard Philippe se rendra à Rabat les 15 et 16 novembre, accompagné d'une délégation de dix ministres. Il co-présidera avec son homologue Saad-Eddine El Othmani la 13e «rencontre de haut niveau», séminaire intergouvernemental entre la France et le Maroc.

Les participants travailleront sur les thèmes de la jeunesse, de l'innovation et la croissance, de la coopération décentralisée, des migrations et du développement de projets conjoints en Afrique. Des accords de coopération seront signés dans tous les domaines.

M. Jean-Yves Le Drian s'est rendu au Maroc en octobre pour préparer cette «rencontre de haut niveau», qui a pour but de consolider le partenariat d'exception entre la France et le Maroc.

4 - Syrie

Q - Une frappe dans la ville d'Atarab aurait tué au moins 29 personnes hier, l'enquête sur les armes chimiques pourrait ne pas être reconduite demain et l'ONU estime que 400.000 civils sont menacés d'une totale catastrophe dans les enclaves rebelles de la Ghouta orientale. Sentez-vous que les grandes lignes françaises sur ce dossier ont produit des résultats concrets ?

R - La France condamne les bombardements effectués le 13 novembre à Antareb, qui ont causé la mort de plusieurs dizaines de civils. Nous appelons les alliés du régime de Damas à tout mettre en oeuvre pour faire cesser ces attaques inacceptables et parvenir à une cessation définitive des hostilités.

Sur le dossier chimique, nous poursuivons nos discussions au conseil de sécurité en vue de renouveler le mandat du mécanisme d'enquête conjoint des Nations unies et de l'organisation pour l'interdiction des armes chimiques (JIM). Le JIM a effectué un travail d'enquête remarquable. Il est indispensable que son mandat soit prolongé pour qu'il continue à jouer son rôle de dissuasion, à protéger le régime de non-prolifération et à établir la vérité sur les attaques chimiques en Syrie.

L'acheminement de l'aide humanitaire de façon sûre, complète, inconditionnelle et sans entrave à l'ensemble des populations civiles dans le besoin est une nécessité absolue. Il fait l'objet de la plus grande exigence dans les discussions que nous avons avec nos partenaires, notamment russes. Les livraisons qui ont pu avoir lieu sont clairement insuffisantes.

Tous ces éléments confirment l'urgence de parvenir à une solution politique, qui seule permettra de mettre un terme au conflit. La France poursuit ses efforts en ce sens auprès de ses partenaires et au sein des instances internationales. Les négociations de Genève, qui reprendront à la fin du mois, doivent être l'occasion pour les parties d'avancer de façon constructive, dans le cadre du communiqué de Genève et de la résolution 2254 du conseil de sécurité qui est la feuille de route agréée par la communauté internationale.

5 - Liban

Q - Est-ce que le Quai d'Orsay aura un rendez-vous aujourd'hui avec le MAE libanais ?

R - Comme vous le savez, M. Jean-Yves Le Drian est aujourd'hui à Dakar, où il participe au forum international sur la paix et la sécurité en Afrique.

6 - Argentine

Q - Quelle est la réaction des autorités françaises face à l'interpellation de l'équipage d'Air France en Argentine ?

R - Le 30 octobre dernier, l'équipage de l'avion du vol Air France Paris-Buenos Aires ainsi qu'un passager français ont été retenus par la police à leur arrivée à l'aéroport. Les membres de l'équipage ont été retenus par la police argentine durant sept heures le même jour, puis le lendemain pendant près de onze heures par la justice. Aucune charge n'a été retenue contre eux et ils ont pu regagner la France après qu'Air France a dû annuler son vol Buenos Aires-Paris du 1er novembre.

Le consulat général de France à Buenos Aires a demandé aux autorités locales dès le début de la procédure de pouvoir immédiatement assurer sa mission de protection consulaire.

La France déplore cet incident sur lequel toute la lumière doit être faite. Elle demande aux autorités argentines des explications sur les conditions dans lesquelles l'équipage a été retenu./.